



RAPPORT NATIONAL SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE RAMSAR SUR LES ZONES HUMIDES

**Rapports nationaux à soumettre à la 10e Session de la Conférence des Parties contractantes,
République de Corée, 28 octobre – 4 novembre 2008**

Veillez remettre le Rapport national dûment rempli, en format électronique (Microsoft Word) et de préférence par courriel, au Secrétariat Ramsar avant le **31 mars 2008.**

Les Rapports nationaux doivent être envoyés à : Alexia Dufour, Chargée des affaires régionales, Secrétariat Ramsar (dufour@ramsar.org)

Introduction & généralités

1. Le Comité permanent a approuvé le présent Modèle de Rapport national (MRN) pour la COP10 qui devra être rempli par les Parties contractantes à la Convention de Ramsar dans le cadre de leur obligation de faire rapport à la 10e Session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention (République de Corée, octobre/novembre 2008).
2. Conformément aux débats du Comité permanent à sa 35e réunion, en février 2007 et à ses Décisions SC35-22, -23 et -24, le Modèle de Rapport national pour la COP10 a été révisé de fond en comble et simplifié par rapport aux modèles conçus pour les COP antérieures.
3. En particulier, par comparaison avec l'ensemble considérable de questions inclus dans les MRN précédents sur tous les aspects de l'application, au niveau national, du Plan stratégique 2003-2008 de la Convention, le présent Modèle de Rapport national compte un nombre beaucoup plus restreint (66) d'« indicateurs » d'application.
4. Avec l'accord du Comité permanent (Décision SC35-24), le MRN pour la COP10 comporte certains indicateurs dont l'inclusion a été spécifiquement requise par le Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) et le Groupe de surveillance des activités de CESP de la Convention. Le but est de faciliter le recueil de l'information et l'établissement des rapports sur des aspects essentiels de l'application de la Convention du point de vue technique et scientifique, ainsi qu'en matière de CESP.
5. Les 66 indicateurs (sous forme de questions) sont regroupés sous chacune des « Stratégies » de mise en œuvre approuvées par les Parties à la COP9 (Résolution IX.8) dans le « Cadre pour l'application du Plan stratégique de la Convention 2003-2008 durant la période 2006-2008 » de la Convention (www.ramsar.org/res/key_res_ix_08_f.htm). Les indicateurs ont été sélectionnés de manière à fournir des informations sur des aspects essentiels de l'application de la Convention du point de vue des Stratégies.
6. Par ailleurs, pour chaque Stratégie, les Parties contractantes peuvent, si elles le souhaitent, fournir des **informations supplémentaires** concernant l'application, en fonction de chaque indicateur et, plus généralement, d'autres aspects de chaque Stratégie.

Les Rapports nationaux à la Conférence des Parties contractantes : buts et utilité

7. Les Rapports nationaux des Parties contractantes sont des documents officiels de la Convention et sont mis à la disposition du public par l'intermédiaire du site Web de la Convention.
8. Les Rapports nationaux ont six buts principaux :
 - i) fournir des données et des informations sur l'application de la Convention ;
 - ii) acquérir de l'expérience/tirer des leçons pour permettre aux Parties de préparer leur action future ;
 - iii) déterminer les questions émergentes et les difficultés d'application rencontrées par les Parties, qui pourraient nécessiter une plus grande attention dans le cadre des processus de la Convention ;
 - iv) donner aux Parties le moyen de rendre compte de leurs obligations au titre de la Convention ;
 - v) donner à chaque Partie un instrument pour lui permettre d'évaluer et de surveiller ses progrès d'application, ainsi que de préparer l'application et les priorités futures ;
 - vi) donner l'occasion aux Parties de faire connaître leurs réalisations durant la période triennale.
9. Les données et l'information fournies par les Parties dans leurs Rapports nationaux à la COP10 ont en outre, aujourd'hui, un autre but important : plusieurs des indicateurs d'application, contenus dans les rapports nationaux, seront des sources d'information essentielles pour l'analyse et

l'évaluation des « indicateurs écologiques d'efficacité dans l'application de la Convention, axés sur les résultats » que met actuellement au point le Groupe d'évaluation scientifique et technique pour le Comité permanent et pour examen par la COP10.

10. Pour faciliter l'analyse et l'utilisation ultérieure des données et de l'information fournies par les Parties contractantes dans leurs Rapports nationaux, dès que les rapports sont reçus et vérifiés par le Secrétariat Ramsar, toute l'information est saisie et conservée par le Secrétariat dans une base de données ce qui facilite l'extraction et l'analyse de l'information à différentes fins.
11. Les Rapports nationaux de la Convention sont utiles à plus d'un titre, notamment :
 - i) ils servent de base aux rapports que le Secrétariat présente aux Parties, à chaque COP, sur l'application de la Convention au niveau mondial et régional, sous forme de documents d'information tels que :
 - le Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Convention au niveau mondial (voir, par exemple, COP9 DOC 5) ;
 - le Rapport du Secrétaire général, conformément à l'Article 8.2 (b), (c) et (d) concernant la Liste des zones humides d'importance internationale (voir, par exemple, COP9 DOC 6) ; et
 - les rapports fournissant une vue d'ensemble régionale de l'application de la Convention et de son Plan stratégique dans chaque région Ramsar (voir, par exemple, COP9 DOC 10 à 13) ;
 - ii) ils fournissent des informations sur des points d'application spécifiques en appui aux avis des Parties et aux décisions de la COP. Exemples tirés de la COP9 :
 - Résolution IX.15, *État des sites de la Liste de Ramsar des zones humides d'importance internationale* et
 - Documents d'information sur les *Questions et scénarios concernant des sites ou parties de sites qui cessent de remplir ou n'ont jamais rempli les Critères Ramsar* (COP9 DOC 15) et Mise en œuvre du Programme CESP de la Convention pour la période 2003-2005 ;
 - iii) ils sont la source des évaluations sur séries temporelles des progrès accomplis concernant des aspects particuliers de l'application de la Convention, y compris dans d'autres produits de la Convention. On peut citer, par exemple, le résumé des progrès depuis la COP3 (Regina, 1997) en matière d'élaboration de Politiques nationales pour les zones humides qui figure dans le tableau 1 du Manuel Ramsar 2 pour l'utilisation rationnelle (3^e édition, 2007) ;
 - iv) ils sont source d'informations permettant de faire rapport à la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur l'application, au niveau national, du Plan de travail conjoint Ramsar/CDB et sur le rôle de chef de file de la Convention de Ramsar en matière d'application de la CDB aux zones humides.

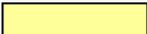
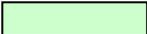
Structure du Modèle de Rapport national pour la COP10

12. Conformément aux Décisions SC35-21 et SC35-22 du Comité permanent, le Modèle de Rapport national pour la COP10 comporte trois sections.
13. **La section 1** contient l'information institutionnelle sur l'Autorité administrative et les correspondants nationaux pour l'application de la Convention au niveau national.
14. **La section 2** se présente sous forme de « texte libre » : dans cette section, vous pourrez fournir un résumé sur les différents aspects des progrès d'application au niveau national et des recommandations pour l'avenir.

15. **La section 3** contient les 66 indicateurs l'application, présentés sous forme de questions et regroupés sous chaque Stratégie d'application de la Convention, avec une section de « texte libre » pour chaque Stratégie dans laquelle la Partie contractante peut, si elle le souhaite, ajouter d'autres informations sur l'application de la Stratégie et de ses indicateurs au niveau national.

Comment remplir et soumettre le Modèle de Rapport national pour la COP10

IMPORTANT – LIRE CETTE SECTION AVANT DE COMMENCER À REMPLIR LE MODÈLE DE RAPPORT NATIONAL

16. Les trois sections du Modèle de Rapport national pour la COP10 doivent être remplies dans l'une des langues officielles de la Convention (français, anglais, espagnol).
17. Le délai de remise du Modèle de Rapport national dûment rempli est fixé au **31 mars 2008**. Après cette date, il ne sera plus possible d'ajouter des informations contenues dans les Rapports nationaux dans l'analyse et le rapport à la COP10 sur l'application de la Convention.
18. Tous les champs à fond jaune clair  doivent être remplis
19. Les champs à fond vert clair  sont des champs à texte libre où la Partie contractante peut, si elle le souhaite, apporter des informations supplémentaires. Bien qu'il soit facultatif d'inscrire des informations dans ces champs, les Parties contractantes sont invitées à le faire chaque fois que c'est possible et pertinent. En effet, le Secrétariat a maintes fois constaté que ces explications sont extrêmement utiles car elles permettent de bien comprendre les progrès et les activités d'application et, surtout, contribuent à la préparation des rapports à la COP sur l'application au niveau mondial et régional.
20. Pour aider les Parties contractantes à fournir cette information supplémentaire, nous suggérons, pour plusieurs indicateurs, quelques types d'information particulièrement utiles. Naturellement, il va de soi que les Parties sont libres d'ajouter toute autre information pertinente dans tous les champs intitulés « Informations supplémentaires sur l'application ».
21. Ce Modèle se présente comme un « formulaire » en Microsoft Word. Vous pouvez uniquement vous déplacer d'un champ jaune (ou vert) à l'autre pour répondre et donner des informations. Le reste du formulaire est bloqué.
22. Pour pénétrer dans un champ jaune ou vert que vous souhaitez remplir, déplacez le curseur sur la partie correspondante du formulaire et cliquez sur le bouton gauche de la souris. Le curseur se déplace automatiquement vers le champ disponible suivant.
23. Pour vous déplacer entre les champs à remplir, vous pouvez aussi appuyer sur la touche « tabulation » du clavier.
24. Dans un champ de « texte libre », vous pouvez saisir toute l'information que vous souhaitez. Si vous souhaitez modifier un texte saisi dans un champ vert ou jaune de « texte libre », nous vous recommandons de couper et de coller le texte existant dans un fichier séparé, de faire les modifications puis de couper et de coller le texte révisé dans le champ vert ou jaune. En effet, dans le modèle « formulaire », il y a très peu de possibilités de modifier un texte saisi dans le champ de « texte libre ».
25. Pour chacun des « indicateurs » de la section 3, nous fournissons un menu déroulant de réponses possibles. Celles-ci varient selon les indicateurs, en fonction de la question posée dans l'indicateur, mais en général se présentent sous forme de « Oui », « Non », « En partie », « En progrès », etc.
26. À chaque indicateur ne correspond qu'une seule réponse. Si vous souhaitez fournir d'autres informations ou des précisions sur votre réponse, vous pouvez le faire dans le champ vert d'informations supplémentaires qui se trouve au-dessous de l'indicateur concerné.
27. Pour choisir la réponse à un indicateur, servez-vous de la touche « tabulation » ou déplacez le curseur sur le champ jaune pertinent et cliquez sur le bouton gauche de la souris. Le menu

déroulant des réponses possibles apparaît. En cliquant sur le bouton gauche de la souris, sélectionnez la réponse choisie : celle-ci apparaîtra au centre du champ jaune.

28. En principe, il n'est pas prévu que le MRN soit rempli par une seule personne – pour de nombreux indicateurs, le mieux serait que le compilateur principal consulte ses collègues du même service ou d'autres services du gouvernement qui pourraient avoir une meilleure connaissance de l'application de la Convention par la Partie concernée. Le compilateur principal peut sauver son travail à tout moment du processus et le reprendre ultérieurement pour poursuivre ou modifier les réponses déjà données.
29. Et n'oubliez pas de sauver le document après chaque séance de travail sur le MRN ! Nous recommandons la structure identitaire suivante : COP10MRN [Pays] [date].
30. Lorsque le MRN est entièrement rempli, veuillez l'envoyer au Secrétariat Ramsar, de préférence par courriel, à Alexia Dufour, Chargée des Affaires régionales, Secrétariat de la Convention de Ramsar, courriel : dufour@ramsar.org. Vous devez nous faire parvenir votre Rapport national dûment rempli sous forme électronique (Microsoft Word).
31. Chaque Partie doit soumettre son Rapport national rempli, **accompagné obligatoirement par une lettre ou un message courriel, au nom de l'Autorité administrative, confirmant qu'il s'agit du Rapport national officiellement soumis à la COP10 par la Partie contractante concernée.**
32. Si vous avez des questions à poser ou que vous rencontrez des difficultés concernant le processus d'établissement du MRN pour la COP10, veuillez contacter le Secrétariat Ramsar pour avis (même courriel que ci-dessus).

SECTION 1 : INFORMATION INSTITUTIONNELLE

NOM DE LA PARTIE CONTRACTANTE: REPUBLIQUE DU CONGO

AUTORITÉ ADMINISTRATIVE RAMSAR DÉSIGNÉE

Nom de l'Autorité administrative :	Direction Générale de l'Environnement
Chef de l'Autorité administrative - nom et titre :	Dr. Alexis MINGA, Directeur Général
Adresse postale :	BP : 2702 Brazzaville CONGO
Tél./Télec. :	(242) 666 62 48/ (242) 81 15 12
Courriel :	alexis_minga@yahoo.fr

CORRESPONDANT NATIONAL DÉSIGNÉ (CONTACT QUOTIDIEN AU SEIN DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE) POUR LES AFFAIRES DE LA CONVENTION

Nom et titre :	Gilbert MADOUKA, Attaché de Recherche, Chef de Service des Ecosystèmes Aquatiques
Adresse postale :	BP : 958 Brazzaville CONGO
Tél./Télec. :	242 536 09 82
Courriel :	gmadouka2005@yahoo.fr

CORRESPONDANT NATIONAL DÉSIGNÉ POUR LES AFFAIRES DU GEST (GROUPE D'ÉVALUATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE)

Nom et titre :	Bienvenu MAZIEZOULA, Chercheur hydrologue
Nom de l'organisation :	Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technologique/Agence Nationale de la Valorisation des Résultats de la Recherche
Adresse postale :	BP 2499 Brazzaville CONGO
Tél./Télec. :	242 526 74 04
Courriel :	Bienmaz@yahoo.fr

CORRESPONDANT NATIONAL GOUVERNEMENTAL DÉSIGNÉ POUR CE QUI CONCERNE LE PROGRAMME SUR LA COMMUNICATION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION DU PUBLIC (CESP)

Nom et titre :	Lucien BOCK, Point Focal National CHM/Biodiversité
Nom de l'organisation :	Direction Générale de l'Environnement
Adresse postale :	BP : 958 Brazzaville CONGO
Tél./Télec. :	242 570 64 20
Courriel :	Bock_lucien@yahoo.fr

CORRESPONDANT NATIONAL NON GOUVERNEMENTAL DÉSIGNÉ POUR CE QUI CONCERNE LE PROGRAMME SUR LA COMMUNICATION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION DU PUBLIC (CESP)

Nom et titre :	Isaac MOUSSA, Président de l'Alliance Nationale pour la Nature (ANN)
Nom de l'organisation :	Alliance Nationale pour la Nature (ANN)
Adresse postale :	BP 5697 Brazzaville
Tél./Télec. :	242 656 54 43
Courriel :	annature92@yahoo.fr

SECTION 2 : RÉSUMÉ GÉNÉRAL SUR LES PROGRÈS ET DIFFICULTÉS DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION

Dans votre pays, au cours de la période triennale écoulée (c.-à.-d. depuis le rapport à la COP9) :

A. Quelles nouvelles mesures ont été prises pour appliquer la Convention ?

Inscription des nouveaux sites du bassin du fleuve Congo sur la Liste de Ramsar;
Révision du Comité National Ramsar par insertion des départements ministériels en charge des affaires étrangères, de la Coopération et des finances, ainsi que les Points focaux des conventions CMS et CITES
Recherche des financements en vue de réaliser l'inventaire complet des zones humides du Congo et finaliser la politique nationale sur les zones humides, assorti d'un plan d'action nationale de gestion des zones humides

B. Quelles ont été les plus grandes réussites en matière d'application de la Convention ?

Inscription de quatre nouveaux sites sur la Liste de Ramsar pour une superficie totale de 6.487.794 hectares
Mise à jour de la fiche descriptive du Lac Télé/Likouala aux herbes
Elaboration du draft de la politique nationale sur les zones humides du Congo

C. Quelles ont été les plus grandes difficultés en matière d'application de la Convention ?

L'insuffisance de moyens financiers pour la réalisation des activités d'inventaire des zones humides et de sensibilisation des populations sur la gestion durable des zones humides

D. Quelles sont les propositions et priorités futures pour l'application de la Convention ?

Aider le Congo à renforcer ses capacités sur l'évaluation et le suivi des zones humides, ainsi qu'à l'inventaire des zones humides pour un montant de quarante neuf millions neuf cent soixante dix mille (49.970.000) FCFA soit cent vingt quatre mille neuf cent vingt cinq mille (124.925) CHF.

E. La Partie contractante a-t-elle des recommandations à faire sur l'aide du Secrétariat Ramsar en matière d'application ?

Accorder au Congo une assistance financière d'un montant de cinq millions cinq cent mille (5. 500. 000) francs Cfa, soit treize mille sept cent cinquante (13750) francs suisse en vue de la réalisation des activités de sensibilisation des populations sur la gestion durable des zones humides

F. La Partie contractante a-t-elle des recommandations à faire sur l'aide des Organisations internationales partenaires (OIP) de la Convention en matière d'application?

Accorder au Congo une assistance financière en vue de la réalisation des activités d'inventaire des zones humides en vue de finaliser la politique nationale sur les zones humides

G. Comment faire pour mieux lier l'application de la Convention de Ramsar au niveau national à celle d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME), en particulier ceux du « groupe de la biodiversité » (Ramsar, Convention sur la diversité biologique (CDB), Convention sur les espèces migratrices (CMS), CITES et Convention du patrimoine mondial), et de la CCD et la CCNUCC ?

Consolider le partenariat par l'organisation régulière des rencontres au niveau national;
Organiser des campagnes de sensibilisation des populations avec implication des correspondants de ces différentes conventions;
Insérer dans le Comité National Ramsar les points focaux des CMS, CITES et Patrimoine mondial

H. Comment faire pour mieux lier l'application de la Convention de Ramsar à celle des politiques/stratégies relatives à l'eau et d'autres stratégies dans le pays (p.ex. développement durable, énergie, industries extractives, réduction de la pauvreté, assainissement, sécurité alimentaire, biodiversité) ?

Organiser sur cette question, des séminaires nationaux ou sous régionaux réunissant toutes les parties prenantes concernées dont les autorités administratives et les points focaux de la Convention de Ramsar.

I. La Partie contractante a-t-elle d'autres commentaires généraux à faire sur l'application de la Convention?

SECTION 3 : INDICATEURS & AUTRES INFORMATIONS SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION

Comment remplir cette section

1. Pour chaque indicateur (« ou question indicatrice », veuillez sélectionner une réponse dans le menu déroulant du champ jaune.
2. Si vous souhaitez ajouter des informations, sur l'un des indicateurs spécifiques pour chaque stratégie, et/ou sur d'autres aspects de l'application de cette stratégie au niveau national, veuillez le faire dans le champ vert de « texte libre », au-dessous des indicateurs de chaque stratégie.
3. Si vous souhaitez modifier un texte saisi dans un champ vert de « texte libre », nous vous recommandons de couper et de coller le texte existant dans un fichier séparé, de faire les modifications puis de couper et de coller le texte révisé dans le champ vert.
4. Pour aider les Parties contractantes à se référer à l'information pertinente fournie dans leur Rapport national à la COP9, pour chaque indicateur ci-dessous (le cas échéant) un renvoi aux indicateurs équivalents du MRN pour la COP9 est fourni, comme suit : {x.x.x}

OBJECTIF 1. L'UTILISATION RATIONNELLE DES ZONES HUMIDES

STRATÉGIE 1.1 : *Décrire, évaluer et surveiller l'étendue et l'état des ressources en zones humides en fonction des catégories appropriées, afin de fournir des informations et d'appuyer la mise en œuvre de la Convention et, en particulier, l'application du principe d'utilisation rationnelle.*

Indicateurs :

1.1.1 Votre pays a-t-il un inventaire national complet de ses zones humides ? {1.1.1}	B - Non
1.1.2 Les données d'inventaire et informations sur les zones humides sont-elles tenues à jour et accessibles à tous les acteurs ? {1.1.3 ; 1.1.6}	B - Non
1.1.3 Votre pays a-t-il des informations sur l'état et les tendances des caractéristiques écologiques des zones humides (sites Ramsar et/ou zones humides en général) ? {1.2.2} [si « Oui », veuillez indiquer dans les Informations supplémentaires sur l'application ci-dessous, où et à qui s'adresser pour accéder à cette information]	B - Non
1.1.4 Si, dans 1.1.3, la réponse est « Oui », cette information indique-t-elle que la nécessité de s'attaquer aux changements négatifs dans les caractéristiques écologiques est aujourd'hui plus grande, identique ou moins grande que pendant la dernière période triennale pour : a) les sites Ramsar b) les zones humides en général	C - Moins grand(e) A - Plus grand(e)

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 1.1.1 – 1.1.4 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 1.1.3 : [... informations supplémentaires ...] »

1.1.1[Le manque de financement ne nous permet pas de réaliser les activités d'inventaire national complet des zones humides. La réalisation de cette activité nous permettra de finaliser la politique nationale sur les zones humides]

1.1.3[Aucune étude n'a été faite pendant cette triennale en vue de dégager l'état et les tendances des caractéristiques écologiques des zones humides désignées sites Ramsar et autres zones humides. Cependant, des soupçons pèsent sur la qualité des eaux marines au niveau des plages du site Ramsar de Conkouati-Douli. La découverte des cadavres de tortues marines sur ces plages pourrait expliquer l'altération de la qualité des eaux du fait de la pollution pétrolière issue des activités pétrolières au large des côtes]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 1.1 au niveau national :

STRATÉGIE 1.2 : *Élaborer, réviser, modifier si nécessaire et mettre en œuvre la législation, les politiques, les institutions et les pratiques nationales ou supranationales y compris l'étude d'impact et l'évaluation dans toutes les Parties contractantes afin de garantir l'application intégrale du principe d'utilisation rationnelle de la Convention et, si possible, préciser le ou les instrument(s) de politique convenant le mieux, dans chaque Partie contractante, pour garantir l'utilisation rationnelle des zones humides.*

Indicateurs :

1.2.1 Une Politique nationale sur les zones humides (ou instrument équivalent) est-elle en place ? {2.1.1} [si « Oui », veuillez donner le titre et la date de la politique dans la section Informations supplémentaires sur l'application]	C - En préparation
1.2.2 La Politique nationale sur les zones humides (ou instrument équivalent) comprend-elle des cibles et actions du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) ? {2.1.2}	D - Prévu
1.2.3 Des questions relatives aux zones humides ont-elles été prises en compte dans les stratégies nationales pour le développement durable (y compris les plans nationaux de réduction de la pauvreté préconisés par le SMDD et dans les plans de gestion des ressources d'eau et d'économie de l'eau) ? {2.1.2}	C - En partie
1.2.4 La quantité et la qualité de l'eau disponible (et requise) pour les zones humides ont-elles été évaluées ?	C - En partie
1.2.5 Des pratiques d'évaluation environnementale stratégique sont-elles appliquées lors de l'examen des politiques, programmes et plans qui pourraient affecter les zones humides ? {2.2.2}	B - Non

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 1.2.1 – 1.2.5 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 1.2.3 : [... informations supplémentaires ...] »

"1.2.1 [un draft de la politique nationale sur les zones humides du congo a été élaboré.Sa finalisation est conditionnée par la réalisation des inventaires complets des zones humides, qui permettra l'insertion de tous les problèmes réels constatés sur le terrain dans le texte de la politique et leur prise en compte dans le plan d'action nationale de gestion des zones humides.]"

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 1.2 au niveau national :

STRATÉGIE 1.3 : *Mieux faire reconnaître l'importance des zones humides du point de vue de l'approvisionnement en eau, de la protection des littoraux, de la lutte contre les inondations, de l'atténuation des changements climatiques, de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté, du patrimoine culturel et de la recherche scientifique, en se concentrant sur les types d'écosystèmes sous-représentés, grâce à l'élaboration et à la diffusion de méthodes permettant d'atteindre une utilisation rationnelle des zones humides.*

Indicateurs :

1.3.1 Une évaluation des avantages/services écosystémiques fournis par les sites Ramsar a-t-elle été réalisée ? {3.3.1} [Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, l'année d'évaluation et mentionner où et à qui s'adresser pour obtenir cette information]	B - Non
1.3.2 Des programmes et/ou projets pour l'utilisation rationnelle des zones humides contribuant aux objectifs de réduction de la pauvreté et/ou aux plans pour la sécurité alimentaire et de l'eau ont-ils été mis en œuvre ? {3.3.4}	B - Non
1.3.3 Des mesures ont-elles été prises au niveau national pour appliquer les Lignes directrices relatives à une action mondiale pour les tourbières (Résolution VIII.17) ? {3.2.1}	E - Non applicable
1.3.4 Des mesures ont-elles été prises au niveau national pour appliquer les principes directeurs sur les valeurs culturelles des zones humides (Résolutions VIII.19 et IX.21) ? {3.3.3}	C - En partie

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 1.3.1 – 1.3.4 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 1.3.3 : [... informations supplémentaires ...] »
"1.3.4 [Le choix du site " les Rapides du Congo Djoué" a été sur la base entre autres de ses valeurs culturelles]"

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 1.3 au niveau national :

STRATÉGIE 1.4 : *Intégrer les politiques relatives à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides dans les activités de planification de toutes les Parties contractantes, ainsi que dans les processus décisionnels nationaux, régionaux, provinciaux et locaux, concernant notamment l'aménagement du territoire, la gestion des eaux souterraines, la gestion des bassins versants/hydrographiques, la planification des zones côtières et marines et les réponses aux changements climatiques, le tout dans le contexte de l'application de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).*

Indicateurs:

1.4.1 Les orientations de la Convention relatives à l'eau (voir Résolution IX.1. Annexe C) ont-elles été utilisées/appliquées dans la prise de décisions relatives à la planification et à la gestion des ressources hydrologiques ? {3.4.2 – r3.4.xiv}	B - Non
1.4.2 Des outils et une expertise en matière de CESP ont-ils été intégrés dans la planification et la gestion des bassins versants/hydrographiques ?	D - Prévu
1.4.3 Les orientations de la Convention sur la gestion des zones humides et des zones côtières (Annexe à la Résolution VIII.4) ont-elles été utilisées/appliquées à la planification et la prise de décision relatives à la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ? {3.4.5}	C - En partie
1.4.4 Les incidences, pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, de l'application du Protocole de Kyoto au niveau national ont-elles été évaluées ? {3.4.9}	B - Non

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 1.4.1 – 1.4.4 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 1.4.3 : [... informations supplémentaires ...] »

1.4.2: Dans le cadre de la mise en œuvre du projet sur la gestion durable des zones humides transfrontalières Lac Télé/Lac Tumba, soumis au FEM pour financement, des dispositions concernant la CESP seront intégrées.

"1.4.3 [Le Congo est à la recherche d'un financement pour mettre en exécution le projet sur la conservation et la gestion durable de la mangrove de la zone côtière du Kouilou. Ce projet qui se réalisera avec la participation des communautés locales prévoit des actions visant l'atténuation des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer. Il s'agit plus particulièrement de la restauration des sites à mangroves dégradés]"

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 1.4 au niveau national :

STRATÉGIE 1.5 : Identifier les zones humides prioritaires dont la restauration ou la remise en état serait bénéfique et apporterait des avantages écologiques, économiques ou sociaux à long terme, et prendre les mesures requises pour restaurer ces sites.

Indicateurs:

1.5.1 Des programmes ou projets de restauration/remise en état ont-ils été mis en œuvre ? {4.1.2} [Si « Oui », veuillez citer tous les grands programmes ou projets dans la section Informations supplémentaires sur l'application]	A - Oui
1.5.2 Les orientations de la Convention sur la restauration des zones humides (Annexe à la Résolution VIII.16 ; Manuel 15 pour l'utilisation rationnelle, 3 ^e édition) ont-elles été utilisées/appliquées pour concevoir et mettre en œuvre des programmes ou projets de restauration/remise en état ? {4.1.2}	C - En partie

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 1.5.1 – 1.5.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 1.5.2 : [... informations supplémentaires ...] »
 "1.5.1 [Une activité de remise en état des lacs colonisés par la fougère d'eau (Salvinia molesta) a été réaliséé courant 2007 dans le district de Madingou Kayes.]"

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 1.5 au niveau national :

STRATÉGIE 1.6 : Élaborer des orientations et promouvoir des actions et protocoles en matière de prévention et de lutte contre les espèces exotiques envahissantes ou d'éradication de ces espèces dans les systèmes de zones humides.

Indicateurs :

1.6.1 Des politiques nationales, stratégies et mesures de gestion en matière de lutte contre les espèces envahissantes, en particulier dans les zones humides, ont-elles été élaborées et mises en œuvre ? {r5.1.ii}	C - En partie
1.6.2 Ces politiques, stratégies et mesures de gestion ont-elles été appliquées en coopération avec les correspondants d'autres conventions et organisations/processus internationaux ? {r5.1.ii}	B - Non

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 1.6.1 – 1.6.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 1.6.2 : [... informations supplémentaires ...] »
 1.6.1: [Un programme Lutte intégrée contre les plantes envahissantes a été mis en place au sein du Ministère de l'Economie forestière avec entre autres objectifs , dégager les plans d'eau des plantes envahissantes et surtout améliorer les conditions environnementales de ces zones et socio économiques des populations riveraines. Ce programme se fait par utilisation des moyens biologiques et mécaniques]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 1.6 au niveau national :

Dans le cadre de ses activités en relation avec l'amélioration des conditions sociales de vie des populations, la société nationale des pétroles du Congo (SNPC), a eu à rendre praticable le couloir de Motsoko, situé dans le district de Loukolela et dans site Ramsar "Grands affluents". En effet, ce couloir avait été colonisé par les plantes envahissantes et resté non navigable pendant plus de vingt ans.

OBJECTIF 2. LES ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE

STRATÉGIE 2.1 Appliquer le Cadre stratégique et les lignes directrices pour orienter l'évolution de la Liste des zones humides d'importance internationale (Manuel 7, 2^e édition ; Manuel 14, 3^e édition)

Indicateurs:

2.1.1 Une stratégie et des priorités ont-elles été établies en vue de l'inscription de nouveaux sites Ramsar à l'aide du Cadre stratégique pour la Liste de Ramsar ? {10.1.1}
[Si d'autres inscriptions de sites Ramsar sont prévues, veuillez indiquer, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, le nombre de sites et l'année d'inscription prévue]

A - Oui

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour l'indicateur 2.1.1

2.1.1 [Il est prévu cette année (2008), l'inscription de deux nouveaux sites Ramsar, à savoir, le site " Sangha-Nouabalé-Ndoki" situé dans les départements de la Sangha et la Likouala et celui des " Rapides du Congo Djoué" dans le département de Brazzaville]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 2.1 au niveau national :

STRATÉGIE 2.2 Tenir à jour le service d'information des sites Ramsar en y incluant les meilleures informations disponibles, et utiliser la Banque de données des sites Ramsar comme outil pour orienter l'inscription de nouveaux sites sur la Liste des zones humides d'importance internationale.

Indicateurs:

2.2.1 Toutes les mises à jour requises de la Fiche descriptive sur les sites Ramsar ont-elles été communiquées au Secrétariat Ramsar ? {10.2.3}

A - Oui

2.2.2 Le Service d'information sur les sites Ramsar et sa base de données sont-ils utilisés dans l'application nationale de la Convention pour ce qui concerne les questions relatives aux sites Ramsar ?

A - Oui

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 2.2.1 – 2.2.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 2.2.1 : [... informations supplémentaires ...] »

2.2.1: Il a été transmis au secrétariat de Ramsar la mise à jour de la Fiche descriptive sur les sites Ramsar du site Lac Télé, anciennement connu sous le nom de Lac Télé/Likouala aux herbes

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 2.2 au niveau national :

STRATÉGIE 2.3 Maintenir les caractéristiques écologiques de tous les sites Ramsar.

Indicateurs :

2.3.1 Les mesures requises pour maintenir les caractéristiques écologiques de tous les sites Ramsar ont-elles été définies et appliquées ? {11.1.1}	C - En partie
2.3.2 Des plans/stratégies de gestion ont-ils été élaborés et mis en œuvre dans tous les sites Ramsar? {11.1.2} [Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez indiquer, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, pour combien de sites des plans/stratégies ont été élaborés mais non appliqués ; pour combien de sites des plans/stratégies sont en préparation ; pour combien de sites des plans/stratégies sont en train d'être examinés ou révisés]	C - Quelques sites
2.3.3 Des comités de gestion intersectoriels ont-ils été créés pour les sites Ramsar? {11.1.5} [Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez nommer les sites dans la section Informations supplémentaires sur l'application]	B - Non
2.3.4 Une évaluation de l'efficacité de la gestion des sites Ramsar a-t-elle eu lieu ? [Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, l'année d'évaluation ainsi que où et à qui s'adresser pour obtenir l'information]	D - Prévu

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 2.3.1 – 2.3.4 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 2.3.3 : [... informations supplémentaires ...] »

2.3.1 et 2.3.2: [Ceci est valable pour les sites jouissant d'un statut d'aire protégée et bénéficiant des financements de gestion requise; C'est le cas du site Konkouati Douli , doté déjà d'un plan de gestion adopté et celui du Lac Télé, dont le plan est élaboré, mais non adopté]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 2.3 au niveau national :

STRATÉGIE 2.4 Surveiller l'état des sites Ramsar, notifier le Secrétariat Ramsar sans délai de tout changement affectant des sites Ramsar, conformément à l'Article 3.2, et appliquer les « outils » que sont le Registre de Montreux et les Missions consultatives Ramsar pour résoudre les problèmes.

Indicateurs:

<p>2.4.1 Des dispositions ont-elles été prises pour que l'Autorité administrative soit informée des changements ou changements possibles dans les caractéristiques écologiques des sites Ramsar, conformément à l'Article 3.2 ? {r11.2.iv}</p> <p>[Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez décrire brièvement, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, le(s) mécanisme(s) établi(s)]</p>	D - Prévu
<p>2.4.2 Tous les cas de changements ou changements possibles dans les caractéristiques écologiques des sites Ramsar ont-ils été rapportés au Secrétariat Ramsar, conformément à l'Article 3.2 ? {11.2.4}</p> <p>[Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, pour quels sites Ramsar des rapports au titre de l'Article 3.2 ont été communiqués par l'Autorité administrative au Secrétariat, et pour quels sites ces rapports sur des changements ou changements possibles n'ont pas encore été faits]</p>	B - Non
<p>2.4.3 Le cas échéant, des mesures ont-elles été prises pour remédier aux problèmes pour lesquels des sites Ramsar ont été inscrits au Registre de Montreux ? {r11.2.viii}</p> <p>[Si « Oui » ou « En partie », veuillez fournir des précisions, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, sur les mesures prises]</p>	D - Non applicable

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 2.4.1 – 2.4.3 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 2.4.3 : [... informations supplémentaires ...] »

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 2.4 au niveau national :

STRATÉGIE 2.5 *Promouvoir l'inventaire et la gestion intégrée des zones humides et des bassins hydrographiques partagés, y compris le suivi et la gestion en coopération d'espèces partagées dépendant des zones humides.*

Indicateurs:

<p>2.5.1 Tous les systèmes de zones humides transfrontaliers/partagés ont-ils été identifiés ? {12.1.1}</p>	A - Oui
<p>2.5.2 Une cogestion efficace est-elle en place pour des systèmes de zones humides partagés (y compris des sites régionaux et des réseaux de voies de migration pour les oiseaux d'eau)? {12.1.2 ; 12.2.2}</p> <p>[Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, pour quels systèmes de zones humides une telle gestion est en place]</p>	D - Prévu

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 2.5.1 – 2.5.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 2.5.1 : [... informations supplémentaires ...] »

2.5.1[les systèmes de zones humides transfrontaliers/partagés ont été identifiés. Les systèmes suivants sont possibles: Tri National(Nouabalé Ndoki au Congo, Lobeké au Cameroun et Dzanga Sangha en Centrafrique); Lac Télé/Lac Tumba, respectivement au Congo et en République Démocratique du Congo; Conkouati Douli/Gamba Mayumba au Congo et au Gabon et DZA-Minkebé Odzala au Cameroun, au Gabon et au Congo.]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 2.5 au niveau national :

STRATÉGIE 2.6 *Soutenir les arrangements régionaux conclus dans le cadre de la Convention et en promouvoir de nouveaux.*

Indicateurs:

2.6.1 La Partie contractante a-t-elle participé à l'élaboration d'une initiative régionale dans le cadre de la Convention ? {12.3.2}

Si « Oui » ou « Prévu », veuillez indiquer, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, le(s) nom(s) des initiatives régionales et ceux des pays qui collaborent à chaque initiative]

A - Oui

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour l'indicateur 2.6.1

Le Congo apporte sa contribution dans le processus d'élaboration de l'initiative régionale sur la gestion durable des zones humides du bassin fluvial du Congo (CONGO/WET), avec le Cameroun, la Centrafrique et la République Démocratique du Congo comme pays collaborateurs.

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 2.6 au niveau national :

OBJECTIF 3. COOPÉRATION INTERNATIONALE

STRATÉGIE 3.1 *Collaboration avec d'autres institutions : travailler en partenariat avec des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et autres organismes internationaux et régionaux.*

Indicateurs:

3.1.1 Y a-t-il des mécanismes en place au niveau national pour assurer la collaboration entre l'Autorité administrative Ramsar et les correspondants d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ? {13.1.1}	C- En partie
3.1.2 Les correspondants nationaux d'autres AME sont-ils invités à participer aux réunions du Comité national Ramsar/pour les zones humides ? {13.1.iii}	C- En partie
3.1.3 [Pour les Parties contractantes africaines seulement] La Partie contractante a-t-elle participé à l'application du programme pour les zones humides sous l'égide du NEPAD ? {13.1.6}	B - Non

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 3.1.1 – 3.1.3 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 3.1.3 : [... informations supplémentaires ...] »

3.1.2[Seuls les correspondants nationaux des conventions de Rio sont membres du comité national Ramsar et sont invités à prendre part aux réunions de ce comité. Cependant, pour toute autre réunion ou cérémonie en rapport avec les zones humides, tous les correspondants nationaux d'autres AME y sont invités]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 3.1 au niveau national :

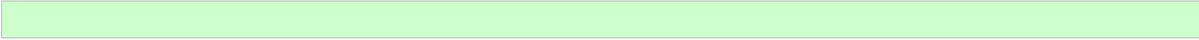
STRATÉGIE 3.2 *Promouvoir le partage des connaissances et de l'information.*

Indicateurs:

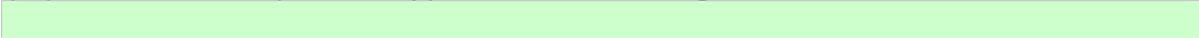
3.2.1 Des réseaux, y compris des accords de jumelage, ont-ils été établis, au niveau national ou international, pour échanger les connaissances et pour la formation relative aux zones humides qui ont des caractéristiques en commun ? {14.1.3} [Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous les réseaux et zones humides concernés]	D - Prévu
3.2.2 Des informations sur les zones humides et/ou sites Ramsar et leur état ont-elles été mises à la disposition du public (p.ex. par des publications ou via un site Web) ? {14.1.1}	D - Prévu

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 3.2.1-3.2.2



B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 3.2 au niveau national :



OBJECTIF 4. CAPACITÉ DE MISE EN ŒUVRE

STRATÉGIE 4.1 *Communautés locales, populations autochtones et valeurs culturelles : encourager une participation active et informée des communautés locales et des populations autochtones, en particulier des femmes et des jeunes, dans les domaines de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides, y compris par rapport à la compréhension de la dynamique des valeurs culturelles.*

Indicateurs:

4.1.1 Des informations de référence ont-elles été rassemblées sur la participation des communautés locales et des populations autochtones à la gestion des zones humides ? {6.1.5}	B - Non
4.1.2 Des connaissances et pratiques de gestion traditionnelles relatives aux zones humides ont-elles été décrites et leur application a-t-elle été encouragée ? {6.1.2}	C - En partie
4.1.3 La Partie contractante encourage-t-elle la participation du public au processus décisionnel (concernant les zones humides), en particulier la participation des acteurs au choix de nouveaux sites Ramsar et à la gestion des sites Ramsar ? {6.1.4}	A - Oui
4.1.4 Des activités pédagogiques et de formation ont-elles été conçues, concernant les aspects culturels des zones humides ? {r6.1.vii}	B - Non
4.1.5 Tient-on compte des valeurs culturelles des zones humides dans les plans d'aménagement des sites Ramsar et d'autres zones humides ? {r.6.1.vi} [Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer, si vous le savez, combien de sites Ramsar et leurs noms dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous]	D - Prévu

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.1.1 – 4.1.5 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 4.1.3 : [... informations supplémentaires ...] »

4.1.2[Les connaissances et les pratiques de gestion traditionnelles relatives aux zones humides du Lac Télé ont été décrites et encouragées à appliquer; Il s'agit notamment de la chasse traditionnelle et le système de pêche dans les étangs avec dépôt de branchages dans l'étang à la fin de toutes les opérations]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.1 au niveau national :

STRATÉGIE 4.2 *Promouvoir la participation du secteur privé à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides.*

Indicateurs:

4.2.1 Le secteur privé est-il encouragé à appliquer le principe d'utilisation rationnelle dans ses activités et investissements concernant les zones humides ? {7.1.1}	C - En partie
--	---------------

<p>4.2.2 Des mécanismes privés tels que les forums « Les amis des zones humides » ont-ils été établis ? {7.1.4}</p> <p>[Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous les entreprises du secteur privé concernées]</p>	<p>B - Non</p>
--	----------------

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.2.1 – 4.2.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 4.2.2 : [... informations supplémentaires ...] »

4.2.1[Les efforts assez importants sont fournis par le secteur privé du domaine forestier du nord Congo qui œuvre à l'élaboration des plans d'aménagement pour les concessions attribuées. Une note positive est adressée à la Société MAGALLOYE, seule société d'extraction minière à avoir engagé le processus de réalisation d'études d'impact sur l'environnement, associant le département en charge de l'environnement pour la validation des études.

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.2 au niveau national :

STRATÉGIE 4.3 *Promouvoir des mesures pour encourager l'application du principe d'utilisation rationnelle*

Indicateurs:

<p>4.3.1 Des mesures ont-elles été prises pour promouvoir des mesures d'incitation qui encourage la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides ? {8.1.1}</p>	<p>D - Prévu</p>
<p>4.3.2 Des mesures ont-elles été prises pour éliminer les incitations perverses qui vont à l'encontre de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides ? {8.1.1}</p>	<p>D - Prévu</p>

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.3.1 – 4.3.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 4.3.2 : [... informations supplémentaires ...] »

4.3.1-4.3.2[Il est prévu dans le cadre de nouvelle loi sur la protection de l'environnement en cours de révision, la prise des textes d'application sur les mesures à prendre pour éliminer les incitations perverses qui vont à l'encontre des la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.3 au niveau national:

STRATÉGIE 4.4 *Soutenir et contribuer à l'application, à tous les niveaux, du Programme de communication, d'éducation et de sensibilisation du public de la Convention (Résolution VIII.31) pour promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par la participation du public et par la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP).*

Indicateurs:

<p>4.4.1 Un mécanisme de planification et d'application de la CESP pour les zones humides (Comité national Ramsar/pour les zones humides ou autre mécanisme) a-t-il été établi avec la participation, à la fois, d'un correspondant national gouvernemental et d'un correspondant national non gouvernemental pour la CESP ? {r9.iii.ii}</p> <p>[Si « Oui » ou « En partie », veuillez décrire le mécanisme dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous]</p>	<p>B - Non</p>
<p>4.4.2 Un plan d'action national (ou des plans au niveau infranational, du bassin versant ou local) pour la CESP relative aux zones humides a-t-il été élaboré ? {r.9.iii.iii}</p> <p>[Même si un Plan d'action national n'a pas encore été élaboré, si des objectifs généraux de CESP pour des actions au niveau national dans ce domaine ont été établis, veuillez l'indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, pour la Stratégie 4.4]</p>	<p>B - Non</p>
<p>4.4.3 Des mesures ont-elles été prises pour communiquer et partager l'information au niveau intersectoriel, sur les questions concernant les zones humides, entre les ministères, services et organismes compétents? {r9.iii.v}</p>	<p>D - Prévu</p>
<p>4.4.4 Des campagnes, programmes et projets nationaux ont-ils été menés pour sensibiliser les communautés aux avantages/services écosystémiques fournis par les zones humides ? {r9.vi.i}</p> <p>[Si :</p> <p>a) un appui a été fourni pour la réalisation de ces activités et d'autres activités de CESP par d'autres organisations ; et/ou</p> <p>b) ces activités ont tenu compte de la sensibilisation aux valeurs sociales, économiques et/ou culturelles,</p> <p>veuillez l'indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application pour la Stratégie 4.4 ci-dessous]</p>	<p>B - Non</p>
<p>4.4.5 Y a-t-il eu des activités pour la Journée mondiale des zones humides, organisées soit par le gouvernement, soit par des ONG, dans votre pays ? {r9.vi.ii}</p>	<p>A - Oui</p>
<p>4.4.6 Des centres d'éducation ont-ils été établis dans des sites Ramsar et autres zones humides ? {r9.viii.i}</p> <p>[si certains de ces centres font partie du Programme Wetland Link International (WLI) du Wildfowl & Wetland Trust, R.-U., veuillez l'indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application pour la Stratégie 4.4 ci-dessous]</p>	<p>B - Non</p>

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.4.1 – 4.4.6 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 4.4.3 : [... informations supplémentaires ...] »

4.4.5[Jusqu'ici, les activités relatives à la journée mondiale des zones humides au niveau national ne se sont limitées qu'aux déclarations du Gouvernement]

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.4 au niveau national :

STRATÉGIE 4.5 *Promouvoir l'aide internationale en appui à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides, tout en veillant à ce que tous les projets de développement qui touchent les zones humides, y compris les investissements étrangers et nationaux, prévoient des clauses de sauvegarde et des études d'impact sur l'environnement.*

Indicateurs:

<p>4.5.1 [Pour les Parties contractantes qui ont des organismes d'aide au développement, uniquement] Un appui financier a-t-il été fourni par l'organisme d'aide au développement pour la conservation et la gestion des zones humides dans d'autres pays ? {15.1.1}</p> <p>[Si « Oui » ou « Quelques pays », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, les pays qui ont bénéficié de cette aide depuis la COP9]</p>	<p>B - Non</p>
<p>4.5.2 [Pour les Parties contractantes qui reçoivent une aide au développement, uniquement] Un appui financier a-t-il été obtenu auprès d'organismes d'aide au développement, spécifiquement pour la conservation et la gestion des zones humides dans votre pays ? {15.1.8}</p> <p>[Si « Oui » ou « Quelques pays » veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application, ci-dessous, les organismes qui ont accordé un appui financier depuis la COP9]</p>	<p>B - Non</p>

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.5.1 – 4.5.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 4.5.2 : [... informations supplémentaires ...] »

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.5 au niveau national :

STRATÉGIE 4.6 *Fournir les ressources financières requises pour que les programmes et mécanismes de gouvernance de la Convention répondent aux attentes de la Conférence des Parties contractantes.*

Indicateurs:

<p>4.6.1 {16.1.1}</p> <p>a) Pour la période triennale écoulée, les contributions à la Convention de Ramsar ont-elles été versées intégralement et en temps voulu (avant le 31 mars de l'année civile)?</p>	<p>B - Non</p>
<p>b) Si « Non » à la question 4.6.1 a), veuillez préciser les mesures prises pour garantir un prompt versement à l'avenir :</p> <p>Une inscription budgétaire d'un montant de six mille sept cent soixante quatorze (6774) francs suisses, soit deux millions sept cent neuf mille six cent (2709600) francs CFA est prévue dans le budget d'Etat exercice 2008 pour le compte de la Convention de Ramsar sur les zones humides.</p>	

<p>4.6.2 {16.1.2}</p> <p>a) Un appui financier additionnel a-t-il été fourni au moyen de contributions volontaires au Fonds Ramsar de petites subventions ou à d'autres activités de la Convention ne bénéficiant pas d'un financement du budget?</p>	<p>B - Non</p>
<p>b) Si oui, veuillez préciser les montants :</p>	

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.6.1 – 4.6.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 4.6.2 : [... informations supplémentaires ...] »

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.6 au niveau national :

STRATÉGIE 4.7 *Faire en sorte que la Conférence des Parties contractantes, le Comité permanent, le GEST et le Secrétariat Ramsar fonctionnent avec la plus grande efficacité possible en vue de la mise en œuvre du présent Cadre.*

Indicateurs:

<p>4.7.1 La Partie contractante a-t-elle utilisé ses Rapports nationaux Ramsar précédents pour effectuer le suivi de son application de la Convention ?</p> <p>[Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application comment les Rapports ont servi au suivi]</p>	<p>C - En partie</p>
--	----------------------

Information supplémentaire sur l'application:

A) : pour l'indicateur 4.7.1

4.7.1: Les rapports précédents ont servi au suivi de l'application de la Convention dans l'évolution du réseau national des sites Ramsar (inscription de quatre nouveaux sites Ramsar et lancement du processus de désignation de deux nouveaux sites, ainsi que de l'initiative de désignation du Lac Télé au Congo/Lac Tumba en République Démocratique du Congo comme site Ramsar transfrontalier) et dans la prise en compte des Etudes d'Impact environnemental et social dans les projets de développement pouvant affecter négativement les zones humides.

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.7 au niveau national :

STRATÉGIE 4.8 *Améliorer les capacités des institutions des Parties contractantes, et promouvoir la coopération entre elles, pour parvenir à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides.*

Indicateurs:

<p>4.8.1 Un examen des institutions nationales responsables de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides a-t-il été réalisé ? {18.1.1}</p> <p>[Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application si cet examen a abouti à des propositions, ou à la mise en œuvre, de changements dans les responsabilités institutionnelles]</p>	<p>B - Non</p>
<p>4.8.2 Un Comité national Ramsar/sur les zones humides intersectoriel (ou un organe équivalent) est-il en place et opérationnel ? {18.1.2}</p> <p>[Si « Oui » veuillez décrire brièvement, dans la section Informations supplémentaires sur l'application sa composition et la fréquence des réunions]</p>	<p>A - Oui</p>

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.8.1 – 4.8.2 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. « 4.8.2 : [... informations supplémentaires ...] »

4.8.2: un comité national intersectoriel dénommé Comité national Fonds pour l'environnement mondial (CN_FEM) vient d'être mis en place par une note ministérielle. Un arrêté ministériel régularisera cette note de service et fixera les modalités de fonctionnement dudit comité. Cependant, ce comité est déjà opérationnel.

Il est composé de représentants de l'administration publique et privée, des points focaux des Conventions internationales dont Ramsar, des organismes du système des Nations Unies, des Institutions, organisations et associations nationales, régionales et internationales, ainsi que des programmes comme WWF, WCS, CARPE, ECOFAC et autres.

Il est chargé de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des projets relatifs à la protection de l'environnement.

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.8 au niveau national :

STRATÉGIE 4.9 Porter à leur maximum les avantages de la collaboration avec les Organisations internationales partenaires et autres entités.

Indicateurs:

<p>4.9.1 Votre pays a-t-il reçu une assistance d'une ou de plusieurs des OIP* de la Convention pour ses activités d'application de la Convention ?</p> <p>[Si « Oui », veuillez donner, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, le(s) nom(s) de l'OIP (des OIP) et le type d'assistance fournie]</p>	<p>A - Oui</p>
<p>4.9.2 Votre pays a-t-il fourni une assistance à l'une ou à plusieurs des OIP* de la Convention?</p> <p>[Si « Oui », veuillez donner, dans la section Informations supplémentaires sur l'application, le(s) nom(s) de l'OIP (des OIP) et le type d'assistance fournie]</p>	<p>B - Non</p>

* Les OIP sont : BirdLife International, International Water Management Institute (IWMI), l'Union mondiale pour la nature (UICN), Wetlands International et le WWF International.

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.9.1-4.9.2

Le Congo a reçu l'année en cours, une assistance de WWF International pour l'inscription de deux nouveaux sites Ramsar

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.9 au niveau national :

STRATÉGIE 4.10 Déterminer les besoins en matière de formation, des institutions et des personnes concernées par la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition économique et prendre des mesures appropriées.

Indicateurs:

4.10.1 Votre pays a-t-il fourni un appui à des centres régionaux (c.-à.-d. couvrant plus d'un pays) de formation et de recherches sur les zones humides ou participé aux activités de tels centres ? [Si « Oui », veuillez indiquer dans la section Informations supplémentaires sur l'application le(s) nom(s) du/des centre(s)]	B - Non
4.10.2 Une évaluation des besoins nationaux et locaux en matière d'application de la Convention, y compris de l'utilisation des Manuels pour l'utilisation rationnelle, a-t-elle été réalisée ? {20.1.2}	B - Non
4.10.3 Des possibilités de formation, dans le pays, de gestionnaires de zones humides ont-elles été offertes ? {20.1.6}	B - Non

Informations supplémentaires sur l'application :

A) : pour les indicateurs 4.10.1 – 4.10.3 Pour chaque information supplémentaire, veuillez identifier clairement le numéro de l'indicateur auquel elle s'applique – p.ex. «4.10.3: [... informations supplémentaires ...]»

B) : pour tout autre aspect de l'application de la Stratégie 4.10 au niveau national :